



GLOTTOPOL

Revue de sociolinguistique en ligne
n°32 – juillet 2019

**Glotopolítica - Langage et luttes sociales
dans l'espace hispano-lusophone** [édition
bilingue : *Lenguaje y luchas sociales en el
espacio hispano-lusófono*]

Numéro dirigé par Elvira Arnoux, José del
Valle, Alexandre Duchêne

SOMMAIRE - ÍNDICE

- Elvira Arnoux, José del Valle, Alexandre Duchêne : *Glottopolitique – glotopolítica : circulation, appropriation et expansion d'une lecture sociale du langage*
- Elvira Arnoux : *La Glottopolitique : les transformations d'un champ disciplinaire* (1^{re} édition 2000), traduit de l'espagnol par Isabelle Laroche.
- José del Valle : *La perspective glottopolitique et la normativité* (1^{re} édition, 2017), traduit de l'espagnol par Caroline Dubois.
- Louis Guespin & Jean-Baptiste Marcellesi : *Hacia la glotopolítica* (1^{ra} edición : 1986), traducido del francés por José del Valle.
- Pablo Albertoni : *Reivindicaciones glotopolíticas en espacios de tensión: la frontera uruguayo-brasileña*. Traduction en français par Iván Jiménez : *Revendications glottopolitiques dans des espaces de tension : la frontière uruguayo-brésilienne*.
- Diego Bentivegna : *Poliglofías americanas. Fantasmagorías glotopolíticas en Ricardo Rojas y Roberto Lehmann-Nitsche*. Traduction en français par Clara Mortamet : *Polyglophies américaines. Fantasmagories glottopolitiques chez Ricardo Rojas et Roberto Lehmann-Nitsche*.
- Carolina Chaves O'Flynn : *Lengua, política y moral: Intervenciones glotopolíticas de Félix Restrepo, S. J. durante el siglo XX en Colombia*. Traduction en français par Céline Alcade : *Langue, politique et morale : interventions glottopolitiques de Félix Restrepo, S. J. durant le XX^e siècle*.
- Xoan Carlos Lagares : *Linguistas na berlinda: a polémica normativa no Brasil*. Traduction en français par Patricia Lambert : *Des linguistes sur la sellette : la querelle normative au Brésil*.
- Daniela Lauria : *La institucionalización de la política lingüística panhispánica hoy. Tensiones por la "Marca España*. Traduction en français par Francesco Screti avec la collaboration d'Isabelle Affolter : *L'institutionnalisation de la politique linguistique panhispanique aujourd'hui. Tensions pour la « Marca España [marque Espagne] »*
- Mariela Oroño : *La RAE y los intelectuales americanos de fines del siglo XIX: el caso del uruguayo Juan Zorrilla de San Martín*. Traduction en français par Jean Le Dû : *La Real Academia Española [RAE] et les intellectuels latino-américains de la fin du XIX^e siècle : le cas de l'Uruguayen Juan Zorrilla de San Martín*.

Compte-rendu

- Marisa Cavalli : *La langue et le clocher – Les enseignants de français en Italie et d'italien en France*, de Merlo, J.-O., 2018, Paris, L'Harmattan, 234 p. ISBN : 978-2-343-15815-0

DES LINGUISTES SUR LA SELLETTE : LA QUERELLE NORMATIVE AU BRÉSIL

Xoan Carlos Lagares

Universidade Federal Fluminense (UFF-Brasil)

Traduit du portugais par Patricia Lambert¹

Introduction. Que peut faire la linguistique ?

Dans cet article, nous traitons de la controverse normative au Brésil, en accordant une attention particulière au rôle des linguistes en tant qu'agents glottopolitiques qui participent à la constitution de certaines représentations de la langue et de sa valeur sociale. De notre point de vue, en dépit des fondements positivistes de la linguistique en tant que domaine d'étude concerné par la description scientifique des faits linguistiques (éloigné, par conséquent, de toute volonté d'intervention sur la réalité qu'il entend décrire), certains de ses présupposés et plusieurs résultats des recherches réalisées dans cette perspective descriptive finissent par avoir des effets glottopolitiques sur la langue en tant qu'objet social.

La linguistique descriptive moderne traite la langue en tant qu'objet autonome qui existe en fonction des régularités identifiées dans les relations entre les éléments qui le constituent. Mais lorsque le/la linguiste « décrit » les normes pratiques qui régissent de manière fluide les actes énonciatifs concrets pour définir un code, il/elle rend explicite cette pratique et, de cette manière, « rend publiques des choses que tout le monde sentait confusément » (Bourdieu 2004 : 102). La description, qui établit selon des catégories bien définies ce qui n'existait auparavant qu'à l'état pratique, devient un véritable travail de ratification, de consécration, de contrôle, de formalisation et d'« homologation » des pratiques linguistiques (Lagares, 2018 : 163). Il résulte donc de la description un objet bien défini là où auparavant tout était ressenti, comme disait Bourdieu, « confusément ». Parmi les divers effets glottopolitiques que cela entraîne, l'un d'eux, extrêmement pertinent bien qu'il ne soit pas le seul, serait la prise de position politique et le militantisme des chercheurs dans le domaine des études linguistiques en faveur de la flexibilité normative et contre les préjugés linguistiques.

Mais, avant cela, le fait même d'énoncer le caractère discret et régulier des éléments linguistiques qui identifient les parlers populaires détient en soi un effet glottopolitique

¹ Ce travail de traduction a d'abord fait l'objet d'échanges avec des lusophones non (socio)linguistes, puis d'une concertation avec un professionnel de la traduction grâce au soutien du Laboratoire de L'Éducation (UMS 3773 - CNRS, ENS de Lyon).

particulier. Contre une vision intéressée de la distinction entre variétés comme une opposition entre l'ordre, représenté par la norme standard, et le chaos, qui caractériserait les pratiques effectives des locuteurs peu lettrés, la description empirique de la langue repère des régularités dans toutes les pratiques linguistiques, indépendamment de leur prestige social. Le/la linguiste analyse le code implicite dans toute pratique langagière et constate, invariablement, sa « plénitude formelle », selon les termes de Faraco et Zilles (2017 : 45-46). C'est-à-dire qu'en observant la récurrence des pratiques, il/elle réussit à les réduire à un principe, à une règle. Le travail de description expose cette règle « implicite » qui, dès lors qu'elle est énoncée comme telle donne lieu à « une normativité explicite, celle de la grammaire ou du droit » (Bourdieu, 2004 : 100).

D'une part, l'explicitation de ce qui est *régulier* fonctionne socialement comme une simple délimitation de ce qui serait *réglé*, mais finit par être interprétée comme une défense implicite d'un nouveau *règlement*². D'autre part, nier la « déficience » des parlers socialement identifiés comme populaires, et leur caractère prétendument chaotique, pour les présenter selon un ordre grammatical, constitue une attaque, même indirecte, envers les arguments utilisés pour discriminer les personnes qui les utilisent. Qualifier le parler des classes populaires analphabètes de « déficient » a été une manière de promouvoir une certaine « pathologisation de la pauvreté », comme le souligne Magda Soares (2017 : 29-32), et fonctionne historiquement comme une autorisation de discrimination voire de mise sous tutelle politique de personnes qui ne maîtrisent pas la norme standard de la langue.

Face aux inconvénients des résultats de la recherche en linguistique, une inversion idéologique généralement opérée lance contre les linguistes de lourdes accusations de discrimination, comme si reconnaître la grammaire implicite de la parole populaire était une manière de maintenir les personnes illettrées éloignées des usages de prestige. La difficulté de répondre, à partir de ce domaine de connaissances, à cette seconde injonction sur le travail scientifique de la linguistique et à l'accusation selon laquelle elle promeut, paradoxalement, l'exclusion sociale, a été encore plus grande.

Dans les pages qui suivent, nous commencerons par un bref historique de la configuration sociolinguistique brésilienne, en analysant le clivage social du Brésil colonial et postcolonial et la constitution d'une tradition normative lusitanienne. Nous examinerons ensuite les particularités du processus de standardisation brésilien, en opposant l'indétermination qui domine dans la codification du standard proprement dit à la standardisation étroite des instruments métalinguistiques au service de sa diffusion. Justement, la question de l'éducation linguistique, avec les contributions de la sociolinguistique et de la linguistique appliquée au Brésil, est à la base des interventions politiques les plus polémiques (et hérétiques, comme l'écrit Bagno, 2001 : 175-293) sur le standard. Nous concluons par quelques considérations sur les limites imposées par la conception du langage en tant qu'objet autonome et sur les tentatives de dépasser cette perspective positiviste et apolitique de la linguistique.

Conflit social et tradition normative

La question de la langue au Brésil ne peut évidemment être comprise que dans son contexte socio-historique et politique. La configuration de la société brésilienne est marquée,

² Rajagopalan (2011 : 122-125) mentionne, dans ce sens, la distinction proposée par John Searle entre « règles constitutives », celles qui constituent en propre une réalité déterminée, et « règles régulatrices », qui sont imposées arbitrairement par une autorité extérieure. Il met également en garde contre la fréquente difficulté qu'il y a à différencier les unes des autres. Dans le cas du football, par exemple, jouer avec les pieds est une règle constitutive du jeu (joué avec les mains, le football devient du handball), mais un match dans lequel la règle de l'empêchement ne s'appliquerait pas (ou dans lequel il y aurait des équipes de vingt joueurs et non de onze) cesseraient-ils d'être un match de football ?

depuis l'époque coloniale, par une brutale inégalité sociale et raciale. Elle commence avec la conquête du territoire et l'assujettissement de la population autochtone et se poursuit avec l'esclavage de larges contingents d'Africains, amenés au Brésil par la force depuis des régions d'Afrique correspondant aux territoires aujourd'hui occupés par le Sénégal, la Gambie, la Guinée Bissau, la Guinée, le Ghana, le Togo, le Bénin, le Nigéria, le Gabon, le Congo, l'Angola et le Mozambique (Lopes do Santos, 2017 : 170-173). Durant le Brésil Colonie et une grande partie de l'Empire, le portugais est une langue minoritaire, dans une situation de « multilinguisme généralisé » (Mattos e Silva, 2004 : 14), mais il devient avec le temps une langue majoritaire et hégémonique, atteignant ce statut déjà au début du XX^e siècle (Faraco, 2016 : 136). Les principaux diffuseurs de ce que Rosa Virgínia Mattos e Silva appelle « portugais vernaculaire brésilien » sont africains et afro-descendants, une population qui aurait représenté 42 % de la population au XVI^e siècle, pourcentage qui aurait augmenté du XVII^e au XIX^e siècle pour atteindre 60 % (Mattos e Silva 2004 : 101).

Dante Lucchesi (2009 : 41-73) interprète historiquement les conséquences linguistiques des conditions dans lesquelles le portugais est devenu la langue de la majorité de la population brésilienne. Selon lui, l'acquisition précaire du portugais par les Africains réduits en esclavage et la « nativisation de ce modèle incorrect du portugais langue seconde dans les générations suivantes de leurs descendants endogènes et métis » (Lucchesi, 2009 : 71) ont donné lieu à un processus de « transmission linguistique irrégulière », dont l'influence a été décisive dans la formation des variétés linguistiques populaires. Les facteurs sociaux qui ont inhibé la créolisation, en raison de l'intense métissage de la population brésilienne, auraient d'ailleurs favorisé à la fois l'assimilation de la langue portugaise par les groupes dominés et l'introduction de caractéristiques des variétés populaires dans les classes moyennes et supérieures.

Stella Maris Bortoni-Ricardo (2005 : 39-52) propose de considérer l'existence de trois *continua* pour décrire la réalité sociolinguistique brésilienne contemporaine à partir d'études empiriques de la variation linguistique réalisées au cours des dernières décennies :

- a) Un *continuum* rural-urbain, avec deux types de règles variables : celles qui définissent une stratification discontinue, caractéristique des variétés régionales et sociales les plus isolées, et les règles graduelles, propres à une stratification continue, présentes dans les usages de pratiquement tous les Brésiliens.
- b) Un *continuum* de littéracie, qui aurait pour pôles les pratiques sociales de l'oral et de l'écrit. Ce paramètre serait parallèle à la standardisation de la langue, de sorte que les pratiques propres à l'oralité seraient plus éloignées de tout modèle normatif.
- c) Un *continuum* de surveillance stylistique, qui tiendrait compte du degré d'attention et de planification que le locuteur accorde à sa production.

Même en tenant compte du caractère graduel de la variation linguistique, Lucchesi (2015) estime également qu'il convient de décrire la situation en termes de polarisation sociolinguistique, remodelant la notion de norme, de manière à intégrer à l'analyse le système subjectif de l'évaluation des variantes linguistiques, qui permet différencier les groupes sociaux au sein d'une communauté linguistique. La notion de « norme sociolinguistique » qu'il propose reposerait sur trois paramètres : la fréquence relative d'usage des variantes linguistiques parmi les membres de chaque groupe social ; l'évaluation subjective des variantes communes aux membres de chaque groupe ; et, enfin, les tendances de changement en cours dans chacun d'eux. C'est avec ces trois critères que l'auteur entend comprendre « le circuit de la relation dialectique entre utilisation, évaluation et changement linguistique » (Lucchesi, 2015 : 36) et saisir la dimension objective et subjective de la polarisation linguistique du Brésil.

C'est précisément dans ce contexte social de polarisation que se pose le débat sur la norme au Brésil. Entre le milieu du XVI^e siècle et le début du XIX^e siècle, le Brésil est

fondamentalement un pays rural avec une élite coloniale qui, même éloignée de la métropole, se préoccupe de la préservation des valeurs européennes, premièrement représentées par la culture et la langue portugaises. Le modèle de correction pendant cette période provient directement du Portugal, et même après la déclaration d'indépendance du Brésil en 1822, c'est du Portugal que viennent les professeurs de langue dans les collèges qui instruisent les élites (Lucchesi, 2002 : 76-77). Le clivage entre cette partie de la société, minoritaire, et la majorité de la population descendante d'Africains réduits en esclavage et d'autochtones est déjà solide à ce moment de l'histoire.

La formation de la nation brésilienne, après l'indépendance, reproduit ce clivage entre deux réalités qui se font face et se consolide sur la base de l'exclusion des grandes majorités sociales. Le projet paradoxal des élites postcoloniales tente de gérer la création de la nationalité brésilienne en rompant avec le passé colonial, tout en cherchant dans le même temps à préserver une unité culturelle idéalisée de ce passé, comme moyen de s'approcher de la civilisation européenne (Pagotto, 1998 : 55). Ces élites doivent simultanément promouvoir une mise à distance de la culture portugaise pour élaborer une identité nationale singulière et le maintien des différences linguistiques et culturelles qui les distinguent de la majorité de la population formée d'afrodescendants.

Les polémiques sur le modèle normatif au XIX^e siècle se concentrent principalement dans le champ littéraire, autour de la pertinence d'employer à l'écrit des caractéristiques linguistiques identifiées comme spécifiquement brésiennes. La norme du portugais continue à être plus proche des variétés utilisées par la population cultivée du Portugal, où d'importants changements linguistiques sont également survenus au cours des XVIII^e et XIX^e siècles.

La littérature indigéniste de José de Alencar, par exemple, qui présente une vision idéalisée de la colonisation et des peuples originaires qui constitueraient le fondement historique de la nation, répond à ce projet idéologique des élites nationales. Ces mêmes élites contestent toutefois initialement son expression linguistique pour ne pas obéir aux « intangibles canons portugais » (Cunha, 1968 : 14). Comme Faraco (2008 : 80) l'explique, « l'élite lettrée conservatrice s'est employé à établir comme notre propre norme un certain modèle lusitanien de l'écriture, pratiqué par certains écrivains portugais du romantisme ». Il ne s'agirait donc pas de l'imposition « de la langue du Portugal », qui constitue en soi un « enchevêtrement de variétés », comme souligne le même auteur, mais d'un modèle hautement idéalisé, destiné à combattre la diversité linguistique populaire, qu'une perspective clairement raciste interprète comme une dégénérescence :

Derrière l'attitude extrêmement conservatrice de cette élite lettrée, au-delà de l'héritage d'une lourde tradition normative des pays de langues latines, se cachait son désir de vivre dans un pays blanc et européen, ce qui lui faisait regretter le caractère multiracial et métissé du Brésil (aspirant, de manière explicite jusque dans les années 1930, à un « blanchissement de la race ») ; et, dans le cas de la langue, la faisait réagir systématiquement à tout ce qui la différenciait du modèle linguistique lusitanien qu'elle avait choisi pour standardiser la parole et l'écrit au Brésil. (Faraco, 2008 : 81)

Au début du XX^e siècle, la modernisation du pays, avec des changements sociaux plus importants et plus complexes résultant de l'industrialisation et de la croissance des villes, qui ont donné naissance à une société de masse, place la question linguistique à un autre niveau. Un processus de « nivellement linguistique » (Lucchesi, 2015) a été initié, avec la formation de continuums de variantes sur l'axe diastratique et diaphasique, qui ont rapproché les réalisations considérées comme cultivées des productions populaires, mais il n'y a pas eu de changement significatif dans la tradition de normalisation.

Du point de vue de la variation diatopique, il est nécessaire de tenir compte des intenses migrations internes qui ont eu lieu dans le pays au cours du XX^e siècle, mettant en contact des variétés de portugais parlées dans les coins les plus divers du Brésil. Comme l'écrivent Ilari et

Basso (2006) : l'exploitation agricole de l'Amazonie et de la région du Cerrado par des colons du Sud-Est et du Sud, la grande migration des Nordestins vers São Paulo ou Brasília pour travailler dans la construction civile ou, avant cela, la migration provoquée par le cycle du caoutchouc :

Tout cela confère à la variation diatopique du portugais brésilien un dynamisme qui fait défaut dans d'autres pays et qu'il est courant de trouver dans les régions qui ont reçu de forts contingents de migrations internes des variétés linguistiques d'origines différentes, entre lesquelles il finit par se créer des différences de status et de prestige. (Ilari / Basso, 2006 : 161)

Les mêmes auteurs soulignent par ailleurs que les traits considérés comme les plus clairement régionaux sont, bien entendu, le propre des parlers des classes populaires et des styles les plus informels, comme le montre la « tendance de l'école à réprimer l'utilisation du nommé « R rustique » [vibrante rétroflexe] dans la région centrale de l'état de São Paulo, où cette prononciation est encore courante dans la communication informelle » (Ilari / Basso, 2006 : 163). Les représentations sociales formées tout au long de l'histoire de ces communautés, en identifiant de manière stéréotypée certains traits linguistiques avec des groupes sociaux spécifiques, finissent par avoir des effets sur les pratiques linguistiques en modifiant, sous la pression sociale, les comportements.

Dans le même temps, le développement industriel et la croissance économique de la région Sud-Est du Brésil où se trouvent les deux villes les plus peuplées, Rio de Janeiro et São Paulo, et les principaux moyens de communication de masse, ont fait des caractéristiques linguistiques de ce territoire un modèle pour tout le pays. La langue utilisée sur les grandes chaînes de télévision représente en grande partie les usages de la région du Sud-Est, ce qui a donné lieu à la diffusion de phénomènes tels que la prononciation affriquée du /t/ devant une voyelle palatale, comme dans /tʃia/, aujourd'hui prestigieuse au Brésil et associée à une prononciation « non régionale ».

Cependant, malgré ces représentations sociales sur les usages linguistiques, qui confèrent du prestige à certains traits stéréotypés de prononciation ou à quelques usages lexicaux ou grammaticaux spécifiques, l'ambiguïté des instruments normatifs pour légitimer en réalité le portugais utilisé oralement au Brésil fait que le modèle grammatical employé dans l'écrit surveillé reste arrimé, sur les questions de base de grammaire de la langue, à la tradition lusitanienne la plus conservatrice.

Au tout début du XX^e siècle, une polémique linguistico-juridique condense de nombreuses représentations conservatrices et lusitanisantes qui persistent à propos de la langue au Brésil. En 1899 commence le processus de rédaction du Code civil brésilien, confié à l'avocat Clóvis Beviláqua par le ministre de la Justice de l'époque. Jusqu'en 1902, le projet passe devant différentes commissions de la Chambre des députés et du Sénat et, finalement, Ernesto Carneiro Ribeiro est chargé de réviser le texte final. C'est alors que Rui Barbosa, juriste, écrivain et philologue, rédige un Avis de 450 pages avec de vives et méticuleuses critiques linguistiques au Code, qui reçoit un commentaire du premier réviseur et auquel il répond avec une autre réplique. La controverse se termine avec la réponse de Carneiro Ribeiro.

En plus de l'instrumentalisation des désaccords sur des détails linguistiques pour organiser une dispute entre représentants politiques de différents partis, le différend autour de la langue utilisée dans le Code civil prend place à une période où des grammaires et des dictionnaires commencent à accorder une certaine attention aux usages brésiliens de la langue portugaise, comme le fait observer Bethania Mariani (2011 : 246-247), dans son analyse détaillée de la controverse. Cependant, la même autrice indique que, dans cette polémique, aucune mention n'est faite du portugais brésilien par les adversaires, car le litige porte sur l'interprétation et la défense d'une norme qui est celle du portugais écrit par les « bons auteurs » portugais :

Ainsi, la discussion implique avant tout une différenciation entre oral et écrit. Le bon portugais, le modèle, le portugais standard (écrit) sera celui qui n'inclut pas de marques de l'oral. Dans le même temps, ce sont ces marques de l'oral qui mettent à distance le Brésil du Portugal et, lorsque cette différence apparaît dans le débat, le portugais brésilien est mentionné de manière péjorative. (Mariani, 2011 : 249)

Bien que Carneiro Ribeiro partage cette position sur la langue qui est au cœur des critiques acerbes de Rui Barbosa, il profite de son autorité de grammairien pour décider de ce qui peut être normatif dans la langue portugaise parlée et écrite au Brésil. Comme le souligne Faraco (2011 : 274-275), les diatribes de Rui Barbosa contre le texte du Code civil ont renforcé l'imaginaire selon lequel au Brésil on ne parle ni n'écrit correctement et ont soutenu nombre des excès puristes commis jusqu'à aujourd'hui. Son influence est telle qu'au Brésil la Journée de la langue portugaise commémore « non pas la naissance de l'un de nos grands poètes ou romanciers, comme au Portugal (où la Journée de la langue portugaise est célébrée le jour de la naissance de Camões), mais celle du Dr Rui Barbosa » (Faraco, 2011 : 274).

À partir des années 1920, le débat se déroule plus intensément dans les sphères littéraire et artistique, avec le mouvement moderniste qui donne naissance à un nouveau projet national, bien que l'adjectif « brésilien » ait déjà commencé à apparaître dans les désignations de certains outils linguistiques. La réflexion sur la langue littéraire brésilienne est centrale pour les modernistes qui recherchent une expression nationale plus « spontanée » dans leurs œuvres. Dans une lettre adressée à Manuel Bandeira en 1929, par exemple, Mário de Andrade formulait la chose suivante :

Mes pronoms et brésilianismes, qui sont beaucoup moins nombreux et de ce fait plus répétés, jaillissent aujourd'hui sous la forme d'une eau qui coule sans plus de souci. Excepté le souci d'écrire sans faire exprès. Tout simplement parce qu'il n'y a plus aucune raison de forcer la note. Maintenant, substituer un pronom placé inconsciemment à cet endroit erroné, par un autre utilisé en conscience à cette place correcte seulement pour coller davantage à un style portugais, ça je ne fais pas non, même si la maison s'écroule. Et je ne fais pas parce que du coup, c'est là que c'était erroné et forcé, du coup c'est là que je ne suivais plus la direction que je voulais et continue à vouloir suivre et que je suis effectivement. (Mário de Andrade, apud Pinto, 1981 : 146)

Dans cet extrait de correspondance personnelle, on observe une volonté d'écriture brésilienne qui, sans chercher à incommoder volontairement les puristes, car « sans faire exprès » [*desacintosa*] comme l'écrit lui-même l'auteur, maintient des traits tels que négation double et objet nul (« ça je ne fais pas non », « Et je ne fais pas parce que... »), la forme courte de la préposition « pour » [*pra* vs *para*] ou le connecteur « du coup » [*daí*], parfaitement normaux dans l'expression orale des locuteurs considérés comme cultivés.

Edith Pimentel Pinto (1981 : XIII), dans l'introduction à son anthologie de textes critiques et théoriques sur le portugais brésilien, définit la période allant de 1920 à 1945 comme la plus « dense et tendue de toute l'histoire de la langue portugaise au Brésil ». Les débats sur la langue commencent par la question de la dénomination de l'idiome parlé dans le pays. La fréquence à laquelle apparaissent dans divers textes publiés à l'époque des expressions comme « langue nationale », « langage national » ou « notre langage », est une preuve du fait qu'éviter de prendre position sur le sujet semblait intéresser, à cette époque, tant les défenseurs de l'autonomie de la langue pratiquée au Brésil que ceux qui croyaient en l'unité transnationale de la langue portugaise. On trouve un exemple de cet usage dans la dénomination même du Premier Congrès de la Langue Nationale Chantée à São Paulo en 1937 qui visait à définir la prononciation standard pour les arts, « à l'aune d'un critère cultivé à la fois national et esthétique » (Pinto, 1981 : 373).

En dehors des travaux naissants et encore limités en dialectologie, parmi lesquels le notable *Le Dialecte Caipira* publié en 1920 par Amadeu Amaral, ou *La langue du Nord-est*

de Mário Marroquim publié en 1931, les participants à la controverse sur le portugais brésilien ne se fondent pas encore sur une base solide de description grammaticale de la langue parlée dans le pays. Herbert Parentes Fortes, l'un des plus fervents défenseurs de l'autonomie de la langue brésilienne, a tracé dans un article du *Jornal do Comércio* de Rio de Janeiro en 1933 un programme de recherche visant à donner une ossature à ce projet, en évoquant les notions fondamentales et les principes et méthodes de la linguistique et de la sociologie :

La grammaire, finalement, sera possible le jour où l'on pourra réduire les qualités générales et les caractères spécifiques, le brésilianisme, c'est-à-dire les scellements pratiques ou gérables de la brésilianité linguistique. Tout comme on énonce qu'il est impossible qu'un mot portugais se termine par « p » ou « x » ou « j », etc. (j'utilise un exemple extrêmement clair), nous dirons aussi pour beaucoup de choses — il sera impossible de se prononcer pour toutes les choses —, que tel ou tel son, désinence, construction est ou n'est pas brésilien. Maintenant, il nous faut connaître l'ampleur de l'usage pour prendre de telles décisions. (Fortes, 1957 : 39).

L'introduction de la linguistique structuraliste au Brésil est due à Mattoso Camara Jr., qui a donné le premier cours de cette discipline à la Faculté de philosophie et de lettres du district fédéral en 1938, mais ces leçons et les publications de leurs conclusions n'ont pas connu un grand retentissement alors (Pinto, 1981 : XL). La production d'instruments linguistiques continue de s'inscrire dans la tradition normative portugaise, et la plus grande intervention grammaticale de l'époque concerne le renouvellement du modèle d'enseignement, dans le sens d'une vision plus intégrée de la grammaire, notamment dans les années 1940 avec la réforme Capanema de l'éducation brésilienne :

La nouvelle politique éducative, issue d'efforts publics et privés convergents, qui consistait, dans le domaine de la langue, à soutenir l'orthodoxie, bien qu'à travers un renouvellement des objectifs, des méthodes et des processus, a notamment entraîné la disparition définitive à la fin de la période 20-45, de l'ancienne question de la langue brésilienne. (Pinto, 1981 : XXXIX) [souligné par l'auteur]

Standardisation diffuse et normalisation métalinguistique

Comme on peut le constater, la continuité d'une tradition grammaticale normative de base lusitanienne, intégrant de temps à autre quelques descriptions timides et contradictoires de traits spécifiquement brésiliens et obéissant à une tendance marquée au purisme linguistique, est une caractéristique maintenue, d'une manière ou d'une autre, jusqu'à aujourd'hui. Les polémiques autour de la dénomination de la langue parlée au Brésil, ainsi que les interventions pour la définition d'une expression linguistique nationale ou pour une meilleure connaissance de la réalité dialectale, définissent des éléments qui configurent la *dynamique normative* brésilienne, à savoir le jeu de forces entre agents sociaux et institutions dans la lutte pour le standard en tant que construction politique (Lagares, 2018 : 194). Or, ce qui définit cette dynamique normative de manière plus précise, c'est l'intervention directe des grammairiens en tant qu'agents normalisateurs, sans le soutien explicite d'une quelconque autorité institutionnelle.

L'Académie brésilienne des lettres (ABL), fondée en 1897 sur le modèle français, constitue une institution de droit privé qui regroupe des écrivains dans le but de « préserver l'unité littéraire », selon les termes de son premier président, Machado de Assis. Pour cette raison, l'uniformité de la langue portugaise écrite est considérée comme fondamentale. Toutefois, comme le rappelle Faraco (2008 : 103), sa seule mission de codification

linguistique, qui lui avait été confiée peu de temps auparavant par la loi, était de produire un précis de vocabulaire orthographique. Les difficultés éprouvées par l'institution à remplir cette mission par elle-même, ainsi qu'une politique de convergence normative dans ce domaine, lancée par l'Institut international de la langue portugaise (IILP/CPLP) à la suite de l'accord orthographique de 1990, ont débouché sur l'élaboration, en association avec des partenariats internationaux, d'un vocabulaire orthographique commun (VOC), qui comprend à la fois le vocabulaire commun à toutes les variétés nationales de la langue portugaise et les vocabulaires propres à chaque variété (Faraco, 2016 : 194-197 ; Oliveira, 2013 : 70-73).

Afin de remplir sa mission de « cultiver la langue », l'ABL dispose également d'une commission de lexicographie, bien que la publication d'instruments normatifs ne fasse pas partie de ses fonctions. Contrairement, notamment, au contexte hispanique, l'ABL ne fait pas figure d'autorité normative au Brésil, tout comme l'Académie des sciences de Lisbonne, qui comporte une section linguistique qui ne fait pas non plus figure d'autorité au Portugal. On peut affirmer que l'autorité linguistique est répartie entre les divers instruments linguistiques produits par les grammairiens et les lexicographes, et qu'il n'existe pas d'autorité suprême en la matière « à qui l'on pourrait faire appel pour trancher sur les questions linguistiques » (Faraco, 2008 : 102). La seule exception à cette répartition « entre auteurs » de l'autorité normative est l'Institut Antônio Houaiss, fondé en 1997 en l'honneur de l'intellectuel et lexicographe éponyme, dans le but d'élaborer le *Grand Dictionnaire Houaiss de la langue portugaise*, et dont la mission consiste à produire des ouvrages de référence. La *Grammaire Houaiss*, publiée en 2008, fait partie de ces productions. Elle reste toutefois une œuvre d'auteur individuel, car elle a été commandée spécifiquement au grammairien José Carlos de Azeredo, professeur de langue portugaise à l'Université d'État de Rio de Janeiro³.

La production grammaticale « d'auteur », même lorsqu'elle est le fruit d'une commande institutionnelle, jalonne la route de la norme standard de la langue portugaise, dans une réinterprétation constante de la tradition selon laquelle l'incorporation de traits linguistiques caractéristiques des utilisations cultivées courantes au sein de la population brésilienne n'y a généralement pas sa place. Des éléments aussi fondamentaux que le placement du pronom atone, qui distingue clairement le brésilien du portugais, sont absents des grammaires du XX^e siècle. Bien que la proclise soit normale et catégorique dans l'usage brésilien, ces instruments grammaticaux, qui suivent une tradition normative portugaise, imposent l'enclise comme la norme de placement pronominal. Cette question fait d'ailleurs l'objet de réflexions et de controverses depuis les premières discussions sur la « langue brésilienne » au XIX^e siècle.

Comme le dit Lucchesi (2015 : 186-187), la lusitanisation de la norme standard brésilienne produit une certaine schizophrénie dans les grammaires normatives brésiennes. Elles y consignent généralement la règle de l'enclise, avec sa longue liste d'exceptions, que l'étudiant brésilien doit apprendre par cœur (alors qu'elle correspond à la compétence spontanée de tout locuteur au Portugal), pour inclure ensuite quelques informations (souvent dans une note de bas de page) sur l'usage brésilien. Sur cette pratique utilisée dans la grammaire de Celso Cunha (1981), l'un des auteurs dont l'autorité linguistique historique est reconnue au Brésil⁴, Dante Lucchesi, observe ce qui suit :

Ainsi, la normalisation linguistique au Brésil souffre actuellement de ce type de schizophrénie, avec des conséquences graves pour l'enseignement de la langue

³ Une analyse de Lagares (2016) illustre bien le poids normatif de cette grammaire d'auteur, qui, bien qu'elle s'en défende, est de fait prescriptive, puisqu'elle déclare avoir pour objectif de « décrire » la variété standard écrite du portugais.

⁴ Au sujet de l'autorité de Celso Cunha, Lucchesi (2015 : 201, n°19) rappelle que la tâche qui lui avait été confiée était de procéder à la révision grammaticale du texte de la Constitution de 1988. Or, nous avons déjà vu à quel point l'attention portée aux utilisations linguistiques dans les textes juridiques fondamentaux de l'État est frappante dans l'histoire normative brésilienne.

maternelle. Quelle attitude un professeur de portugais peut-il adopter face au discours ambigu de l'un de nos plus importants grammairiens ? Va-t-il suivre les règles lusitaniennes qui figurent dans le corps du texte, ou enseigner les coutumes brésiliennes reconnues comme légitimes, en petits caractères, dans une note de bas de page ? (Lucchesi, 2015 : 187).

L'un des derniers grammairiens dont l'autorité sociale est reconnue à intervenir dans la conservation de cette tradition normative est Evanildo Bechara, auteur de la *Grammaire moderne portugaise*. L'autorité de Bechara, émanant du fait qu'il soit le seul grammairien de l'ABL et de son statut médiatique important au Brésil en tant qu'interlocuteur privilégié pour les questions linguistiques, évoque la même schizophrénie dont parle Lucchesi, quand il déclare que « la grammaire, ancrée dans la tradition littéraire, n'est pas encore prête à faire des concessions à certaines tendances observées dans le parler des Brésiliens cultivés » (Bechara, 2001 : 587).

Marcos Bagno (2001, 2003) critique la définition que fait cet auteur de la grammaire normative, qui recommande de parler et d'écrire « selon l'usage et l'autorité d'écrivains corrects, de grammairiens et de lexicographes éclairés ». Dans ce type de définition, les critères qui définissent qui seraient les « écrivains corrects » et les « grammairiens et lexicographes éclairés » ne sont pas expliqués ; il s'agit donc bien d'une simple question de goût ou d'opinion subjective du grammairien-interprète de la tradition.

Dans une réflexion sur son œuvre, Evanildo Bechara fait référence à Fernão de Oliveira, le premier grammairien de la langue portugaise, pour affirmer que la langue standard « doit être la plus courante parmi ses meilleurs interprètes ; et les meilleurs interprètes d'une langue sont ceux qui ont le plus lu, observé, et vécu en y contribuant au mieux avec minutie, sérieux et fermeté, sans enthousiasme pour les changements trop importants » (Oliveira, 1536, *apud* Bechara, 2014 : 26). Ce credo conservateur ne définit toujours pas, au regard de la diversité présentée par la tradition normalisatrice, les critères permettant de déterminer qui sont les écrivains (et les locuteurs) « exemplaires ». Dans une sorte de cercle vicieux, les meilleurs locuteurs sont ceux qui utilisent la variété exemplaire, qui est exemplaire car elle est utilisée par les meilleurs locuteurs.

Bechara termine son texte en citant Eugenio Coseriu pour accuser le « libéralisme linguistique » d'être réactionnaire et d'accepter « tacitement l'exclusion des locuteurs dont les formulations sont non exemplaires de la culture majoritaire de la nation » (Coseriu, *apud* Bechara, 2014 : 30). Le discours démocratique contre les préjugés linguistiques et en faveur de la diversité, largement employé par les sociolinguistes, est interprété dans ce cas comme une négation de la « dimension déontique du langage ».

Pour le conservatisme linguistique, sa propre interprétation de la tradition normative est un trésor (national) à défendre, et son actualisation est interprétée comme une « absence de normes » et, par conséquent, comme une barbarie. Ce type de défense d'une norme standard conservatrice et lusitanisante omet ou ne reconnaît pas que la position glottopolitique opposée, loin de défendre une absence complète de modèle, souhaite en instaurer un nouveau. Comme nous le verrons, cette omission est renforcée par un discours linguistique ambigu de la part de nombreux linguistes, qui veillent à se détacher de toute identification prescriptive au nom de la nature scientifique de leurs activités de recherche.

Bien que le discours conservateur prétende défendre un objet bien défini, les modalités mêmes de la construction de cette tradition font de la norme standard un « poisson savonneux », pour reprendre l'image de Faraco et Tezza (1992 : 31) ; un objet insaisissable et très difficile à définir avec clarté⁵. Faraco (2011 : 267-270) compare le traitement donné par

⁵ « Ainsi, un grammairien conservateur, flanqué de ses manuels, qui passerait un mois devant le journal télévisé ou à lire des journaux et des magazines, finirait par en conclure désespérément que personne dans le pays ne sait plus parler ni écrire le portugais ! » (Faraco / Tezza, 1992 : 31).

différents instruments grammaticaux à divers aspects de l'utilisation linguistique pour démontrer leur variabilité. La transitivité indirecte du verbe « impliquer » [*implicar*], par exemple,

suivi de la préposition « dans » [em], est présentée comme une règle cultivée par Rocha Lima et Celso Luft. Ceci n'est pas le cas dans les dictionnaires Houaiss et Aurélio, qui ne retiennent que la transitivité directe, tout comme Bechara dans sa grammaire. Le Dictionnaire des usages du portugais du Brésil, mis au point par le professeur et grand lexicologue Francisco Borba, à partir d'une banque de données de 70 millions d'occurrences de la langue écrite au Brésil au cours des 50 dernières années, rassemblées dans le grand projet du Centre d'études lexicologiques de l'UNESP d'Araraquara, lui, reconnaît bien la transitivité indirecte. (Faraco, 2011 : 267)

Face à cette diversité dans l'établissement du modèle de correction, l'auteur défend la flexibilité normative comme le moyen plus sensé de sortir de l'impasse : « s'il existe une divergence entre les bons instruments normatifs sur un même fait, aucun doute ne subsiste : les deux possibilités représentent la norme cultivée » (Faraco, 2011 : 267). Un standard variable ne constituerait pas un problème en soi, s'il fonctionnait dans une culture linguistique plus respectueuse de la diversité des usages.

Alors que les instruments normatifs, élaborés par des auteurs, présentent un modèle de correction variable, dans lequel les usages cultivés du Brésil sont rassemblés de manière irrégulière, l'idée d'une grammaire normative unique, modèle de correction incontestable, continue de faire partie de l'imaginaire social. Comme Faraco lui-même (2008) le reconnaît, cette position normative finit également par encourager la création et la diffusion de ce qu'il appelle la « norme restreinte » : un modèle de correction extrêmement limité, où les locuteurs cultivés condamnent des usages normaux, en émettant des jugements catégoriques qui ne correspondent pas à la réalité des faits linguistiques.

Le « purisme linguistique », la version extrême du prescriptivisme, peut s'entendre comme conséquence de l'insécurité linguistique. Cette insécurité provient des contradictions directement observées dans les instruments grammaticaux concernant l'acceptation des usages brésiliens, de la considérable variabilité manifestée dans les interprétations de la tradition normative selon les auteurs, et des conditions sociales dans lesquelles cette norme est appliquée, en considérant le profond clivage socioéconomique qui n'a jamais été dépassé à travers l'histoire du Brésil. En ce sens, et bien que cela puisse paraître paradoxal, la diversité des instruments de normalisation plus explicites et l'absence d'institution normative dotée d'une autorité reconnue par la société favorisent la réaction puriste. Plus le modèle de correction sera inaccessible, plus il sera facile de l'utiliser comme instrument d'exclusion, car « le discours conservateur joue un rôle important dans la construction de l'hégémonie idéologique de la domination de classe au Brésil », comme l'affirme Dante Lucchesi (2015 : 188). L'indétermination quant au standard à utiliser représente un alibi parfait pour la prolifération de « conseils » plus ou moins arbitraires, « pour ne pas se tromper » dans l'utilisation du langage, qui font de la connaissance grammaticale une vérité presque ésotérique, et assimile ses interprètes à des sortes de prêtres possédant une connaissance « révélée » à la portée de quelques privilégiés. L'indéfinition normative profite, en fin de compte, au conservatisme et au purisme linguistiques.

Le cercle vicieux des préjugés linguistiques (Bagno, 2001 : 95-97), engendré par les grammaires normatives conservatrices, et entretenu par le matériel didactique qui s'en inspire et par les professeurs de langue qui appliquent une pratique pédagogique conventionnelle, complète ce que Bagno appelle les « ordres paragrammaticaux ». Plusieurs acteurs, tels que certains enseignants lusophones médiatisés et les auteurs de guides pour parler un portugais correct ou de manuels de rédaction de grands journaux, constituent des exemples sociaux de contrôle normatif, des représentants actuels du purisme classique,

qui réduisent radicalement la complexité des règles de fonctionnement du langage, en ramenant à une simple dichotomie correct-incorrect des phénomènes que les grammaires normatives (desquelles ils s'inspirent) examinent avec plus de rigueur et de minutie, en ignorant allègrement le phénomène de variation linguistique et en méprisant les conditions de production d'un texte (Bagno, 2001 : 98).

Tout un marché de « soutien linguistique » contribue au maintien de cet idéal du « langage inaccessible », tirant parti des difficultés de la standardisation pour établir ce que Bagno (2003 : 193) appelle « la norme cachée », à savoir « le déguisement linguistique d'une discrimination qui est en réalité sociale ».

Présenter en tant que représentant de la correction linguistique un modèle indéfini avec de fortes doses d'arbitraire provoque une grande insécurité linguistique chez tous les locuteurs, sans distinction de classe sociale et de niveau d'alphabétisation, mais son effet discriminant est plus puissant chez les moins lettrés, rendus coupables de leur propre condition sociale subalterne pour ne pas maîtriser la « norme standard » du portugais. Ce jeu de dés pipés impose une norme standard incomplète et arbitraire comme exigence (et comme obstacle) pour accéder à certains postes de la fonction publique, voire même de l'enseignement supérieur. Les concours publics ouvrant l'accès à des postes dans l'administration sont de fait l'argument principal pour justifier le maintien de ce modèle de « norme restreinte » dans les cours préparatoires aux concours ou aux examens d'entrée à l'université [*vestibular*], ainsi que dans le matériel scolaire et parascolaire le plus vendu.

L'on constate que l'autorité de l'État en matière de réglementation linguistique ne se manifeste pas institutionnellement par rapport aux principaux instruments de standardisation. En ce qui concerne la *codification de la langue*, elle ne se matérialise que dans le domaine orthographique. L'orthographe est le seul aspect normatif ayant un caractère officiel au Brésil, comme dans d'autres pays lusophones. La gestion de l'orthographe est strictement nationale en portugais, ce qui signifie que les accords d'orthographe ont le statut de traités de coopération économique, scientifique, technique et culturelle, et doivent être ratifiés par leurs parlements respectifs (Cristóvão, 2010 : 130). De cette manière, la mise en œuvre de ces accords dépend également des aléas politiques de chaque pays.

Lorsque la première orthographe simplifiée a été déclarée officielle au Portugal en 1911, le Brésil était déjà une nation indépendante. Cet acte législatif s'appliquait donc logiquement uniquement à l'espace délimité par les frontières du pays. En 1941, un accord culturel luso-brésilien a été signé pour promouvoir au niveau international la culture partagée entre les deux États. La Convention orthographique de 1943 et l'Accord orthographique de 1945 s'inscrivent tous deux dans une perspective politique d'organisation d'un espace linguistique et culturel transnational (Faraco, 2016 : 292), mais ces deux initiatives rencontrent des difficultés d'application, liées à l'élaboration d'un vocabulaire orthographique commun et aux respectives procédures législatives.

L'accord orthographique portugais de 1990 (AO90) est, en fait, un traité international signé par l'État brésilien et sanctionné par décret seulement le 29 septembre 2008, avec une période de mise en œuvre initialement prévue du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2012, dont l'échéance a ensuite été prolongée au 31 décembre 2015, puis à fin 2016.

Dans un bref historique de cet événement, Faraco (2014) localise l'origine des négociations dans les années 60, lors d'une conférence internationale tenue à Coimbra. Le Brésil ratifiera l'accord et ses protocoles de modification en 2004, et celui-ci sera intégré à l'ordre juridique par un décret signé en 2008 par le président Luís Inácio Lula da Silva⁶.

⁶ Il s'agit du décret 6.583 du 29 septembre 2008. Disponible en portugais sur le site http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_Ato2007-2010/2008/Decreto/D6583.htm. Consulté le 14 janvier 2019.

Au Brésil, l'AO est entré en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2009 dans le cadre du plan national du livre didactique (PNLD), puis adopté par les éditeurs et les journaux du pays. Comme nous l'avons dit précédemment, l'élaboration du vocabulaire orthographique commun sous la direction de l'Institut international de la langue portugaise (IILP), institution de gestion partagée de la langue entre les membres de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), constituée, d'après son directeur entre 2010 et 2014, Gilvan Müller de Oliveira, un premier pas dans un processus de confluence normative entre plusieurs variétés nationales (Oliveira 2013 : 70).

En réalité, les dynamiques nationales continuent de peser lourdement sur le maniement de l'orthographe. Si au Brésil la question de l'orthographe n'est pas sujette à controverse, l'AO90 ayant été mis en œuvre sans incident majeur, au Portugal, qui l'a également ratifié en 2008, l'accord rencontre en revanche une forte opposition de la part de groupes de professionnels des lettres, de journalistes, d'écrivains, d'enseignants et de chercheurs de langue portugaise. En plus des réserves fondamentales des réfractaires portugais, qui perçoivent l'AO90 comme une sorte de brésilianisation de la langue et, par conséquent, comme le fruit d'un projet d'impérialisme culturel engagé par l'ancienne colonie, les différentes vitesses et procédures d'application de la norme ont fini par consolider des différences importantes entre les variétés portugaise et brésilienne, par exemple dans le traitement orthographique donné aux groupes cultivés latins, qui n'ont même pas été résolues par la création du vocabulaire orthographique commun. Dans les pays africains lusophones, des réserves et des retards dans la ratification de l'accord se sont également accumulés, notamment, d'après Faraco (2014), en raison de la « nécessité de définir des critères pour l'adaptation orthographique des mots originaires de leurs diverses langues nationales, qui enrichissent en permanence le vocabulaire portugais ».

L'intervention de l'État au Brésil est également visible dans le domaine de l'éducation, au stade du processus de normalisation correspondant à la *diffusion du standard* (Haugen, 1983). Outre les documents officiels d'orientation de l'enseignement, qui recommandent l'étude et l'évaluation des variations linguistiques, l'enseignement de la grammaire serait régi par une ordonnance de 1959, portant définition de la nomenclature grammaticale brésilienne (NGB). À l'occasion du cinquantième anniversaire de cette nomenclature officielle toujours en vigueur, Claudio Cezar Henriques a édité un livre contextualisant cette intervention politique, avec une annexe comprenant le projet de texte et le texte définitif (ainsi que son correspondant en portugais), ainsi que des témoignages écrits de linguistes brésiliens sur sa pertinence et, éventuellement, sur le besoin de la renouveler. Bethania Mariani rappelle dans ce livre, à l'instar d'autres chercheurs interrogés, que les principaux problèmes sont la « réorientation des priorités dans l'enseignement de la langue portugaise », d'une part, et la discussion sur la « langue nationale », d'autre part :

La nomenclature grammaticale, comme son nom l'indique, vise à décrire de manière hermétique la grammaire d'une variété de la langue, le standard. En ce sens, les propositions de renouvellement ou de changement de nom de la NGB sont anodines, car elles ne changeraient pas la perception de la définition de langue nationale telle qu'elle y est décrite. (Mariani, dans Henriques, 2009 : 75)

Cela soulève un autre paradoxe. Au Brésil, il n'existe pas de standard linguistique officiel ni d'instrument normatif brésilien reconnu par l'État, mais une normalisation métalinguistique, fondée sur les termes de la grammaire standard, qui exerce une grande influence sur l'enseignement du portugais, et en particulier sur les modèles pédagogiques linguistiques traditionnels, qui réduisent la réflexion linguistique à l'identification et à la classification d'unités grammaticales. Cette pédagogie linguistique, qui oblige les étudiants à reconnaître la nomenclature grammaticale, est intimement liée à une vision très étroite du

standard, bien que ce dernier ne soit pas bien défini, comme nous l'avons vu précédemment, et s'applique toujours dans les examens d'accès à l'enseignement supérieur et aux concours de la fonction publique.

La linguistique entre en scène

Si, comme nous l'avons vu, la tradition normative la plus lusitanisante se manifeste à travers les divers auteurs de grammaires normatives, avec une reconnaissance partielle et contradictoire des caractéristiques linguistiques brésiliennes, et se diffuse dans un modèle très traditionnel de pédagogie linguistique axé sur la reconnaissance et la classification des unités grammaticales, il est logique que le renouveau de la question normative au Brésil ait éclo avec l'avènement de la description sociolinguistique et d'une linguistique appliquée à l'enseignement, qui valorisent un autre type de connaissance dans l'approche des phénomènes linguistiques.

En 2004, le Ministère de l'éducation a organisé une Commission, composée de linguistes prestigieux des universités publiques brésiliennes, dénommée COLIP (Commission pour la définition de la politique d'enseignement-apprentissage, de la recherche et de la promotion de la langue portugaise), qui se proposait notamment de repenser l'enseignement du portugais. À cette fin, la Commission a défendu la création de matériel didactique pour les enseignants, qui soit basé sur le langage utilisé effectivement par les étudiants et au moyen de recherches continues, afin de promouvoir leur insertion dans l'utilisation des modalités écrites sans discriminer les pratiques orales. Cette Commission a également soulevé la question de la mise à jour des références normatives, en valorisant une norme standard plus proche des utilisations réelles de la population lettrée au Brésil (Henriques, 2009 : 18-23).

Pour définir les contours des variantes cultivées brésiliennes, le rôle fondamental du développement du projet NURC (norme urbaine cultivée) et de la concrétisation de la proposition formulée dans la première moitié du XX^e siècle par le défenseur de la « langue brésilienne », Herbert Parentes Fortes, de cartographier la réalité linguistique du pays pour définir sur des bases plus solides un standard spécifiquement brésilien, sont à souligner. Le projet NURC est une initiative de recherche universitaire lancée en 1969 dans le but de documenter et de décrire de manière complète la norme objective (c'est-à-dire les utilisations orales normales) de la population cultivée de cinq capitales brésiliennes : Porto Alegre, São Paulo, Rio de Janeiro, Salvador et Recife. La collecte de données pour cette étude a duré jusqu'en 1990 et, une fois le *corpus* constitué, les analyses ont été menées jusqu'en 2002. Les résultats ont été étudiés à l'occasion de divers séminaires, puis publiés en sept volumes.

Joana Plaza Pinto (2013) identifie dans un tel projet de recherche ce qu'elle appelle *l'erreur de la préfiguration identitaire*, qui consiste à imaginer la société brésilienne comme un ensemble relativement homogène, qui peut être catégorisé en fonction du couple classe-scolarité. En réalité, le niveau de formation des participants (universitaire, ce qui correspond à une très petite partie de la population) était fondamental dans le projet NURC pour délimiter le *corpus* de la recherche, définissant ainsi les « locuteurs cultivés ». Il existe également une circularité évidente entre la « norme cultivée » et les personnes considérées comme étant des interprètes « cultivés », « normaux » d'une variété linguistique donnée. Le concept de « norme cultivée » est défini par le propre projet élaboré pour la décrire.

Quoi qu'il en soit, les résultats de ces recherches, notamment en ce qui concerne la description syntaxique du portugais brésilien parlé, ainsi que d'autres recherches sociolinguistiques variationnelles offrant des photographies de la diversité des utilisations, non seulement orales mais aussi écrites, associées à des variables telles que l'âge, la formation académique ou les revenus, offrent une vision très précise de la réalité linguistique et

dégagent une certaine représentation du portugais brésilien. Les données du projet NURC ont permis d'établir la grammaire du portugais parlé [*a Gramática do português falado*] et, à partir de 2006, la grammaire du portugais cultivé parlé au Brésil [*a Gramática do português culto falado no Brasil*], ouvrages collectifs coordonnés par Ataliba T. de Castilho.

Forte de ces connaissances, la réflexion sur l'enseignement de la langue portugaise commence à porter sur le défi que représente le développement de pratiques de littéracie au sein d'une population arrivant à l'école avec des usages linguistiques très éloignés des variantes de prestige, et plus éloignés encore de l'ancienne norme standard, basée sur l'écriture littéraire portugaise du XIX^e siècle.

Les linguistes qui ont développé des recherches pertinentes sur la variation, telles que Stella Maris Bortoni-Ricardo, se tournent alors vers la question de l'éducation linguistique, en essayant de tirer parti des résultats de leurs études sociolinguistiques. Dans un livre intitulé, justement, *Nós chegemu na escola, e agora?* [le titre, signifiant « Nous sommes arrivés à l'école, et maintenant ? » emprunte volontairement une variété grammaticale orale populaire *Nós chegemu* au lieu de la forme grammaticale standard *Nós chegamos*], Bortoni-Ricardo rassemble des articles sur la sociolinguistique et l'éducation. Selon elle, face à la diversité des variétés orales de langue portugaise parlées à l'école par les élèves des classes populaires, les érudits adoptent généralement deux positions opposées : celle de *l'idéologie du vide*, qui ignore et donc nie la culture de ces enfants, et celle de la réaction contre la norme standard, identifiée alors comme la cause de tous les maux. L'autrice affirme que, si l'école ne peut ignorer les différences sociolinguistiques, elle ne doit pas non plus renoncer à son rôle consistant à enseigner les variétés de prestige : « Les étudiants qui viennent à l'école en utilisant les mots « nós chegemu » [au lieu de *nós chegamos*] « abrido » [au lieu de *aberto*] et « ele drome » [au lieu de *ele dorme*] par exemple, doivent être respectés et leurs particularités linguistiques et culturelles doivent être valorisées, mais ils ont également le droit inaliénable d'apprendre les variantes de prestige de ces expressions » (Bortoni-Ricardo, 2005 : 15).

Magda Soares va plus loin dans la contestation de la *théorie de l'adéquation linguistique*, qui impose à l'école le devoir de préserver l'équilibre social et les hiérarchies entre les utilisations. Selon elle, à travers l'éducation, il serait nécessaire de promouvoir un *bidialectalisme de transformation* qui, par le biais de l'acquisition des variétés de prestige par les couches populaires, permettra de soustraire cet instrument de domination au contrôle exclusif des classes privilégiées. L'utilisation d'un langage légitime sur un pied d'égalité, l'accès à ce capital culturel par le biais de l'école, préparent les élèves « à lutter pour une plus grande participation politique et une répartition plus équitable de la richesse et des privilèges » (Soares, 2017 : 115).

Le renouvellement de la pédagogie de l'enseignement des langues à partir des connaissances développées par la linguistique consiste, dans ce modèle d'école inclusive et démocratique, à abandonner l'enseignement de la grammaire limité à la classification des unités, au profit d'une réflexion sur des faits linguistiques plus divers. Car, comme le dit Syrius Possenti,

s'ériger contre la grammaticalité ne revient pas à vouloir une école purement « pratique », qui n'étudie pas les questions linguistiques. Il serait contradictoire de privilégier une telle voie, notamment parce qu'il est avéré que les réflexions linguistiques sont l'une des activités courantes des locuteurs, et qu'il n'y a aucune raison de la réprimer à l'école. Il s'agit simplement de réorganiser la discussion, de changer les priorités. (Possenti, 1996 : 56)

Marcos Bagno, dans le même sens, propose de dépasser la « pédagogie de l'erreur » et de centrer l'enseignement des langues sur le développement des pratiques de littéracie et, aux

stades les plus avancés, sur la recherche linguistique et la réflexion sur le fonctionnement du langage « de manière consciente, systématique et technique » (Bagno, 2002 : 59). Il développe à propos, dans son livre intitulé *Portugais ou brésilien ? une invitation à la recherche* (Bagno, 2001b, *Português ou brasileiro? Um convite à pesquisa*), une proposition d'enseignement basée sur la recherche de phénomènes propres à la langue utilisée au Brésil.

Cette proposition d'intervention dans l'enseignement, d'un point de vue sociolinguistique, qui considère la diversité linguistique comme un objet de réflexion et d'étude et qui remplace l'apprentissage de la « doctrine grammaticale » par la recherche sur les faits linguistiques, lorsqu'elle se concrétise dans des manuels et des pratiques pédagogiques, n'est généralement pas bien socialement reçue. L'une des polémiques politiques les plus intenses sur la langue au Brésil de ces dernières années, qui a noirci des pages de journaux et occupé l'antenne de télévision pendant des mois, a été causée précisément par une explication de la variation linguistique dans un livre didactique pour l'éducation des jeunes et des adultes distribué par le Ministère de l'éducation. Bien évidemment, comme cela a été le cas lors de la controverse sur la langue employée dans le Code civil du début du XX^e siècle, il est nécessaire de prendre en compte le contexte politique pour comprendre comment un détail linguistique a pu se transformer en *casus belli* par les grands médias, et en argument pour attaquer un gouvernement de centre-gauche, mais la controverse expose également plusieurs dimensions du conflit linguistique brésilien. L'autrice de l'ouvrage *Pour une vie meilleure (Por uma vida melhor)*, Heloísa Ramos, y expliquait la différence entre les diverses normes sociales d'utilisation de la langue, et a déclaré ce qui suit à son lecteur (jeune ou adulte scolarisé tardivement) au sujet de l'accord variable dans le syntagme nominal :

Vous vous demandez peut-être : « Mais puis-je dire “os livro” ? » [au lieu de os livros, « les livres »]. Bien sûr que vous pouvez. Mais prenez garde car, selon la situation, vous courez le risque d'être victime de préjugé linguistique. De nombreuses personnes disent ce qu'on est en droit, et ce qu'on n'est pas en droit, de dire ou d'écrire, en appliquant les règles établies pour la norme cultivée comme standard de correction pour toutes les formes linguistiques. Le locuteur doit donc être capable d'utiliser la variante linguistique appropriée à chaque occasion. (Ramos, 2011 : 16)

L'« autorisation » de parler conformément à cette norme linguistique populaire (« bien sûr que vous pouvez ») a provoqué un tollé dans les médias, qui ont interprété cette phrase comme une incitation à « mal parler ». Au milieu des tirs croisés, des chercheurs et des enseignants promouvant une éducation linguistique émancipatrice ont été accusés de semer la confusion, et d'entraver le progrès social des élèves des classes populaires et du pays lui-même.

Les linguistes se battent, en définitive, sur deux plans, liés à deux axes du conflit linguistique brésilien qui sont étroitement liés. Ils embrassent d'une part la lutte contre les préjugés linguistiques et la discrimination sociale qui, dans une société aussi inégale que celle du Brésil, se matérialise également de manière intense dans et à travers la langue. L'espace scolaire est un domaine privilégié pour ce combat, et certains d'entre eux souhaitent l'instrumentaliser dans le but plus large de favoriser la transformation sociale. D'autre part, ils aspirent à la définition politique d'une norme brésilienne plus raisonnable, plus proche de la norme objective des locuteurs cultivés, des variétés de prestige réelles, ou du moins à la flexibilisation, dans le cadre d'une culture linguistique plus démocratique, des modèles de correction utilisés dans la société.

Certaines productions de Marcos Bagno, le plus combatif parmi les linguistes affichant cet engagement glottopolitique, offrent un exemple clair de cette double bataille entreprise par la linguistique en tant que domaine de connaissance. Nous avons déjà évoqué certains de ses travaux sur l'éducation linguistique, mais le livre dont l'influence a été la plus déterminante sur cette approche pédagogique s'intitule *Préjugé linguistique : définition et fonctionnement*,

(*Preconceito linguístico: o que é, como se faz*). Publié pour la première fois en 1999 et réédité depuis, il s'agit d'un véritable succès commercial de linguistique brésilienne⁷. Parallèlement à cette intervention de réflexion et de propositions sur l'enseignement des langues (qui caractérise également le travail d'un autre important théoricien de la pensée sur la norme linguistique au Brésil, Carlos Alberto Faraco, auteur de livres didactiques en portugais et d'ouvrages d'entraînement à la lecture et l'écrit), Bagno est l'auteur qui propose le plus explicitement une norme standard pour le portugais parlé et écrit au Brésil. Cette idée est présente dans divers ouvrages d'intervention, comme par exemple son livre intitulé *Votre parole n'est pas une erreur ! (Não é errado falar assim!)* (2009), au sous-titre éloquent : « En défense du portugais brésilien » (*Em defesa do português brasileiro*). Dans cet ouvrage, Bagno recense jusqu'à 50 variantes condamnées par les grammaires normatives et par les ordres paragrammatiques, auxquelles il répond avec force dès le titre lui-même, qui inverse parodiquement la recommandation/sommation du célèbre *Ne faites plus d'erreur ! (Não erre mais!)*, de Luiz Antonio Sacconi (1990). Ces phénomènes incluent des questions telles que le placement des pronoms ou l'absence d'accord avec un sujet reporté, la variation de la transitivité de certains verbes, l'utilisation du pronom « lui » [*lhe*] comme objet direct et de « il/elle » [*ele/ela*] comme objet, l'« avoir » [*ter*] existentiel ou encore le mélange de traitements, entre autres. Dans tous ces cas, l'auteur défend la flexibilité normative, c'est-à-dire la légitimité des utilisations condamnées au profit de celles qui sont propres à la tradition normative, et présente une longue liste d'exemples écrits de versions en ligne de grands journaux brésiliens. Avec ces cautions, il conteste l'accusation des défenseurs de la norme traditionnelle, qui affirment la dimension exclusivement orale de ces phénomènes, dans une distinction catégorique et irréaliste entre l'oralité et l'écriture. Ces exemples servent également d'argument pour faire valoir que ces utilisations constituent un changement linguistique achevé, car elles font partie d'une écriture surveillée, et ne sont pas perçues comme des « erreurs » par les relecteurs des journaux ni par les lecteurs eux-mêmes. Comme le disent Faraco et Tezza (1992), un grammairien conservateur n'y verrait qu'une liste interminable d'erreurs, ce qui le conforterait dans sa conviction que plus personne ne sait écrire correctement le portugais dans le pays.

Bagno intensifie cette intervention glottopolitique, en s'assumant comme agent normalisateur dans sa *Grammaire pédagogique du portugais brésilien* (2011) (*Gramática pedagógica do português brasileiro*), un ouvrage encyclopédique destiné à la formation des enseignants dans le pays et qu'il définit comme *propositif*, « parce qu'il ne se limite pas à décrire ou exposer le portugais brésilien, mais propose effectivement l'acceptation sans réserve de nouvelles règles de grammaire, déjà en vigueur dans notre langue depuis longtemps ». Plus loin, sur la même page, l'auteur reconnaît explicitement son militantisme politique « en faveur de la reconnaissance du portugais brésilien en tant que langue complète et autonome, qui doit être guidée par ses propres principes de fonctionnement et non par une tradition grammaticale exclusivement tournée vers le vieux portugais littéraire européen » (Bagno, 2011 : 14).

La *Grammaire pédagogique* comprend une édition de poche qui résume les problèmes les plus importants pour un enseignement linguistique centré sur la réalité brésilienne. Enfin, le même auteur a publié en 2015, avec Orlene Lúcia S. Carvalho, une *Grammaire brésilienne à l'intention des hispanophones* (*Gramática brasileira para hablantes de español*), qui constitue également une intervention de légitimation du portugais parlé au Brésil dans le cadre du Mercosur.

⁷ Depuis 2015 dans une version très élargie, publiée à São Paulo par Parábola Editorial.

La linguistique sort de scène ?

En dépit du *boom* grammatical observé au Brésil entre 1999 et 2014, pour reprendre l'expression de Faraco et Vieira (2016 : 7), avec la publication de grammaires élaborées par des linguistes, ces dernières ne présentent pas d'orientation normative claire, et maintiennent une certaine indéfinition dans la description de traits spécifiquement brésiliens, toujours identifiés avec une expression orale informelle, sans légitimation décisive de leur utilisation dans l'écriture surveillée⁸.

Le maintien d'une distinction rigide entre « description » et « prescription », qui constitue la base du volet scientifique de la linguistique moderne, explique que ces nouvelles grammaires clairement descriptives du portugais brésilien, fondées sur des recherches de données empiriques sur les variétés de prestige, n'adoptent, généralement, aucune position glottopolitique assumée de défense explicite d'une nouvelle norme standard. Des ambiguïtés subsistent donc sur les aspects fondamentaux de la grammaire linguistique dans l'écriture surveillée. La difficulté pour les linguistes d'assumer une position politique explicite en matière de normalisation est aggravée par l'absence d'autres agents glottopolitiques susceptibles de défendre l'autonomie du portugais brésilien, dans une perspective de revendication de la souveraineté linguistique du Brésil.

Cette revendication, déjà assumée, comme nous l'avons vu, par des écrivains et des intellectuels d'autres domaines dans l'histoire du pays, ne prend pas corps aujourd'hui, sous forme de discours et d'action politique, parmi les linguistes, à l'exception de ceux susmentionnés. L'autonomie du portugais brésilien s'affirme, cependant, en termes pratiques, dans certains gestes que Zoppi-Fontana (2009 : 24) identifie comme les jalons du début d'une grammatisation brésilienne, dont la mise en œuvre du Certificat de compétence en langue portugaise pour les étrangers (Celpe-Bras/MEC), en 1993, ou le lancement du premier cursus en portugais du Brésil en tant que langue seconde (UnB), en 1998, sont des exemples.

En ce sens, compte tenu des caractéristiques du processus de normalisation du portugais, diffus et tributaire des auteurs, l'élaboration de grammaires explicitement normatives, avec des versions scolaires et consultatives destinées aux locuteurs, et non seulement aux spécialistes, constituerait déjà une intervention glottopolitique pertinente. Outre l'élaboration de ces instruments, il conviendrait d'investir dans des œuvres d'autorité et de légitimité sociale visant à guider les pratiques orales et écrites des locuteurs. Dante Lucchesi, tenant de l'organisation d'un congrès ou d'un grand rassemblement organisé par les associations universitaires de linguistique (l'Association brésilienne de linguistique, ABRALIN et l'Association de linguistique appliquée du Brésil, ALAB) pour débattre de la question de la définition de la norme standard brésilienne⁹, donne aux linguistes la mission suivante :

Au-delà de fournir [...] les fondements théoriques et empiriques d'un questionnement efficace sur les modèles actuels de la norme standard au Brésil, oser aller au-delà et, en défiant les ordres paragrammaticaux réactionnaires, qui, bien intégrés dans les médias de communication de masse, donnent aujourd'hui le ton du discours sur la langue dans la société, proposer une mise à jour de la norme standard à partir des standards d'utilisation réels que nous avons observés dans les normes de la langue brésilienne, condition nécessaire à la véritable démocratisation de l'enseignement de la langue maternelle dans le pays (Lucchesi, 2002 : 89).

⁸ Les nouvelles grammaires brésiliennes publiées pendant cette période sont la *Gramática de usos do português* (2000), de Maria Helena de Moura Neves ; la *Gramática Houaiss da língua portuguesa* (2008), de José Carlos de Azeredo ; la *Gramática do português brasileiro* (2010) de Mário Perini ; la *Nova gramática do português brasileiro* (2010), d'Ataliba T. de Castilho ; et enfin, la *Gramática Pedagógica do português brasileiro* (2011), de Marcos Bagno.

⁹ Par exemple, dans une interview publiée dans *Grial* 190, avril-mai-juin 2011, tome LXIX.

De notre point de vue, les linguistes devraient également assumer publiquement qu'affirmer la grammaticalité de toutes les variétés et valoriser la diversité linguistique constitue un programme idéologique, comme le dit James Milroy (2011 : 62), et établir des stratégies et des plans de défense dans la sphère publique. Cet engagement politique questionne et menace de compromettre des pouvoirs locaux et nationaux bien établis dans la société brésilienne, détenus par les institutions de l'État et les agents du marché, mais aussi par les enseignants lusophones, dont le savoir et les compétences reposent sur une grande part d'arbitraire. Cet engagement démocratique est le seul moyen pour les spécialistes du langage de réunir les conditions effectives pour participer au débat glottopolitique et modifier l'opinion publique sur l'utilisation de la langue, compte tenu de la complexité des strates et de la multitude des points de vue qui configurent cet objet social en conflit permanent.

Références bibliographiques

- BAGNO, Marcos, 1999, *Preconceito linguístico. O que é, como se faz*, São Paulo: Edições Loyola.
- BAGNO, Marcos, 2001a, *Dramática da língua portuguesa. Tradição gramatical, mídia & exclusão social*, São Paulo: Edições Loyola.
- BAGNO, Marcos, 2001b, *Português ou brasileiro? Um convite à pesquisa*, São Paulo: Parábola Editorial.
- BAGNO, Marcos, 2002, "A inevitável travessia: da prescrição gramatical à educação linguística", In: Marcos Bagno; Gilles Gagné; Michael Stubbs, *Língua materna: letramento, variação e ensino*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 13-84.
- BAGNO, Marcos, 2003, *A norma oculta. Língua & Poder na sociedade brasileira*, São Paulo: Parábola Editorial.
- BAGNO, Marcos, 2009, *Não é errado falar assim! Em defesa do português brasileiro*, São Paulo: Parábola Editorial.
- BAGNO, Marcos, 2011, *Gramática pedagógica do português brasileiro*, São Paulo: Parábola Editorial.
- BECHARA, Evanildo, 2001, *Moderna gramática portuguesa*, 73 ed. rev. e ampl. Rio de Janeiro: Lucerna.
- BECHARA, Evanildo, 2014, "Para que se faz uma gramática?", In: Maria Helena de Moura Neves, Vânia Cristina Casseb-Galvão; Marli Quadros Leite; Franciso Roberto Platão Savioli (orgs.), *Gramáticas contemporâneas do português: com a palavra, os autores*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 19-30.
- BORTONI-RICARDO, Stella Maris, 2005, *Nós chegemu na escola, e agora? Sociolinguística e educação*, São Paulo: Parábola Editorial.
- BOURDIEU, Pierre, 2004, "A codificação", *Coisas ditas*, Tradução de Cássia R. da Silveira e Denise Moreno Pegorim, São Paulo: Brasiliense.
- CRISTÓVÃO, Fernando, 2010, *Comissão Nacional Do Instituto Internacional Da Língua Portuguesa –Ministério Da Educação De Angola*. Oficina de Trabalho sobre o Acordo Ortográfico de 1990, Luanda: Mayamba.
- CUNHA, Celso, 1968, *Língua portuguesa e realidade brasileira*. Rio de Janeiro: Tempo Brasileiro.
- CUNHA, Celso, 1981, *Gramática do português contemporâneo: de acordo com a nomenclatura gramatical brasileira*, Rio de Janeiro: Editora Padrão.
- FARACO, Carlos Alberto, 2008, *Norma culta brasileira: desatando alguns nós*, São Paulo: Parábola Editorial.

- FARACO, Carlos Alberto, 2011, “O Brasil entre a norma culta e a norma curta”, *In: Xoán Carlos Lagares; Marcos Bagno (orgs.), Políticas da norma e conflitos linguísticos*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 259-275.
- FARACO, Carlos Alberto, 2014, “O acordo ortográfico de 1990. Situação atual (junho/2014)”, Disponível em <https://iilp.wordpress.com/2014/06/10/o-acordo-ortografico-de-1990-situacao-atual-junho2014/> (Acesso em 12 de janeiro de 2019).
- FARACO, Carlos Alberto, 2016, *História sociopolítica da língua portuguesa*, São Paulo: Parábola Editorial.
- FARACO, Carlos Alberto; TEZZA, Cristóvão, 1992, *Prática de texto: língua portuguesa para estudantes universitários*, Petrópolis, RJ: Vozes.
- FARACO, Carlos Alberto; VIEIRA, Francisco Eduardo (orgs.), 2016, *Gramáticas brasileiras: com a palavra, os leitores*, São Paulo: Parábola Editorial.
- FARACO, Carlos Alberto; ZILLES, Ana Maria, 2017, *Para conhecer norma linguística*. São Paulo: Contexto.
- FORTES, Herbert Parentes, 1957, *A língua que falamos*, Rio de Janeiro: Edições G.R.D.
- HAUGEN, Einar, 1983, “The Implementation of Corpus Planning: Theory and Practice”, *In: Juan Covarrubias; Joshua F. Fishman (eds.), Progress in Language Planning: International Perspectives*, La Haye: Mouton, pp. 269-289.
- HENRIQUES, Claudio Cezar, 2009, *Nomenclatura gramatical brasileira: 50 anos depois*, São Paulo: Parábola Editorial.
- ILARI, Rodolfo; BASSO, Renato, 2006, *O português da gente: a língua que estudamos, a língua que falamos*, São Paulo: Contexto.
- LAGARES, Xoán Carlos, 2016, “Gramática Houaiss: O impossível equilíbrio entre descrição e prescrição”, *In: Carlos Alberto Faraco; Francisco Eduardo Vieira (orgs.), Gramáticas brasileiras: com a palavra, os leitores*, São Paulo: Parábola Editorial.
- LAGARES, Xoán Carlos, 2018, *Qual política linguística? Desafios glotopolíticos contemporâneos*.
- LUCCHESI, Dante, 2002, “Norma linguística e realidade social”, *In: Marcos Bagno (org.). Linguística da norma*, São Paulo: Edições Loyola, pp. 63-92.
- LUCCHESI, Dante, 2009, “História do contato entre línguas no Brasil”, *In: Dante Lucchesi; Alan Baxter; Ilza Ribeiro (orgs.), O português afro-brasileiro*, Salvador: EDUFBA, pp. 41-74.
- LUCCHESI, Dante, 2015, *Língua e sociedade partidas. A polarização sociolinguística do Brasil*, São Paulo: Editora Contexto.
- MARIANI, Bethania, 2011, “A redação do código civil. Polêmica linguística, jurídica ou política?”, *In: Xoán Carlos Lagares; Marcos Bagno (orgs.), Políticas da norma e conflitos linguísticos*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 237-258.
- MATTOS E SILVA, Rosa Virgínia, 2004, *Ensaio para uma sócio-história do português brasileiro*, São Paulo: Parábola Editorial.
- MILROY, James, 2011, “Ideologias linguísticas e as consequências da padronização”, *In: Xoán Carlos Lagares; Marcos Bagno (orgs.), Políticas da norma e conflitos linguísticos*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 49-87.
- OLIVEIRA, Gilvan Müller de, 2013, “Um Atlântico ampliado: o português nas políticas linguísticas do século XXI”, *In: Luiz Paulo da Moita Lopes (org.), O português no século XXI. Cenário geopolítico e sociolinguístico*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 53-73.
- PAGOTTO, Emilio Gozze, 1998, “Norma e condescendência: ciência e pureza”, *Línguas e Instrumentos Linguísticos*, Campinas: Pontes, v. 2, pp. 49-68.

- PINTO, Edith Pimentel, 1981, *O português do Brasil. Textos críticos e teóricos 2 – 1920/1945 – Fontes para a teoria e a história*, Rio de Janeiro/São Paulo: Livros Técnicos e Científicos/Ed. da Universidade de São Paulo.
- PINTO, Joana Plaza, 2013, ‘Prefiguração identitária e hierarquias linguísticas na invenção do português’, In: Luiz Paulo da Moita Lopes (org.), *Português no século XXI: cenário geopolítico e sociolinguístico*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 120-143.
- POSSENTI, Sírio, 1996, *Por que (não) ensinar gramática na escola*, Campinas, SP: Mercado de Letras.
- RAMOS, Heloisa, 2011, *Por uma vida melhor*, Coleção viver e aprender, Ed Global.
- RAJAGOPALAN, Kanavillil, 2011, “A norma linguística do ponto de vista da política linguística”, In: Xoán Carlos Lagares; Marcos Bagno (orgs.), *Políticas da norma e conflitos linguísticos*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 121-128.
- SACCONI, Luiz Antonio, 1990, *Não erre mais!* 13 ed. revis. e aumentada, São Paulo: Atual.
- SANTOS, Ynaê Lopes do, 2017, *História da África e do Brasil afrodescendente*, Rio de Janeiro: Pallas.
- SOARES, Magda, 2017, *Linguagem e escola. Uma perspectiva social*, São Paulo: Editora contexto.
- ZOPPI-FONTANA, Monica, 2009, “O português do Brasil como língua transnacional”, In: Monica Zoppi-Fontana (org.), *O português do Brasil como língua transnacional*, Campinas: Editora RG, p. 13-42.

GLOTTOPOL

Revue de sociolinguistique en ligne

Comité de rédaction : Michaël Abecassis, Salih Akin, Sophie Babault, Claude Caitucoli, Véronique Castellotti, Régine Delamotte, Robert Fournier, Stéphanie Galligani, Emmanuelle Huver, Normand Labrie, Foued Laroussi, Benoit Leblanc, Fabienne Leconte, Gudrun Ledegen, Danièle Moore, Clara Mortamet, Alioune Ndao, Isabelle Pierozak, Gisèle Prignitz.

Rédactrice en chef : Clara Mortamet.

Comité scientifique : Claudine Bavoux, Michel Beniamino, Jacqueline Billiez, Philippe Blanchet, Pierre Bouchard, Ahmed Boukous, Pierre Dumont, Jean-Michel Eloy, Françoise Gadet, Monica Heller, Caroline Juilliard, Jean-Marie Klinkenberg, Jean Le Du, Marinette Matthey, Jacques Maurais, Marie-Louise Moreau, Robert Nicolaï, Didier de Robillard, Paul Siblot, Claude Truchot, Daniel Véronique.

Comité de lecture pour ce numéro : Céline Alcade (Université de Montpellier), Carmen Alen Garabato (Université de Montpellier), Philippe Blanchet (Université de Rennes), Henri Boyer (Université de Montpellier), Alberto Bruzos (Université de Princeton), Barbara Cifuentes (ENAH, Mexico), James Costa (Université Paris 3), Juan Ennis, Juan Manuel Espinosa (Instituto Caro y Cuervo), Carlos Alberto Faraco (Brasil), Patricia Lambert (ENS Lyon), Monica Heller (Université de Toronto), Henrique Monteagudo (Université Santiago de Compostele), Benedicte Pivot (Université de Montpellier), Darío Rojas (Université Chile), Mariana Steiner (Université de Fribourg).

Laboratoire Dylis – Université de Rouen
<http://glottopol.univ-rouen.fr>

ISSN : 1769-7425

GLOTTOPOL – n°32 – juillet 2019
<http://glottopol.univ-rouen.fr>